

Flash Economie

8 juin 2018 - 658

France : la défense des “insiders” a fait chuter le taux d’emploi


La faiblesse du taux d’emploi en France explique le niveau élevé des inégalités de revenu (avant redistribution). La faiblesse du taux d’emploi en France s’explique par la faiblesse des compétences de la population active et des jeunes, mais aussi par le choix de politiques de défense des « insiders » (les insiders sont ceux qui ont de la chance de conserver leur emploi dans les récessions) :

- déformation du partage des revenus en faveur des salariés, et niveau élevé du salaire minimum, ce qui fait baisser le taux d’emploi, en particulier des peu qualifiés ;
- générosité de la protection sociale, financée par une pression fiscale élevée sur les entreprises (en particulier en ce qui concerne les cotisations sociales), d’où le recul de l’emploi dû à cette pression fiscale élevée ;
- faiblesse des dépenses de formation professionnelle consacrées aux chômeurs, l’essentiel des dépenses allant aux salariés bien formés des grands groupes.

Etre « insider » en France permet de bénéficier d’un salaire assez élevé d’une protection sociale généreuse, de dépenses de formation professionnelle importantes, mais tout ceci se fait au détriment du taux d’emploi.

En effet, le coût élevé du travail, le salaire minimum élevé, la pression fiscale forte sur les entreprises et l’absence de formation professionnelle pour les chômeurs réduisent tous le taux d’emploi en France.

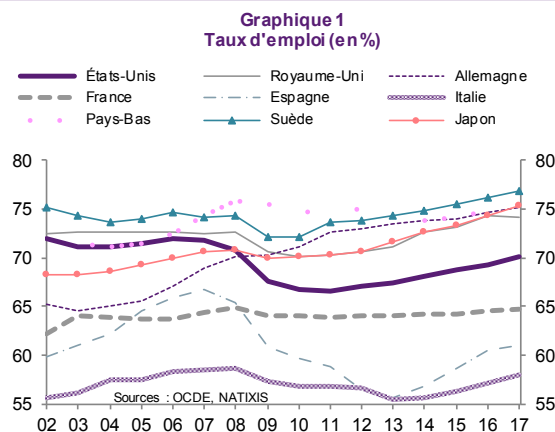
Il faudra bien que les « insiders » acceptent une certaine dégradation de leur situation pour que le taux d’emploi augmente.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 @PatrickArtus

www.research.natixis.com

Faiblesse du taux d'emploi en France

Le taux d'emploi est anormalement faible en France (graphique 1).



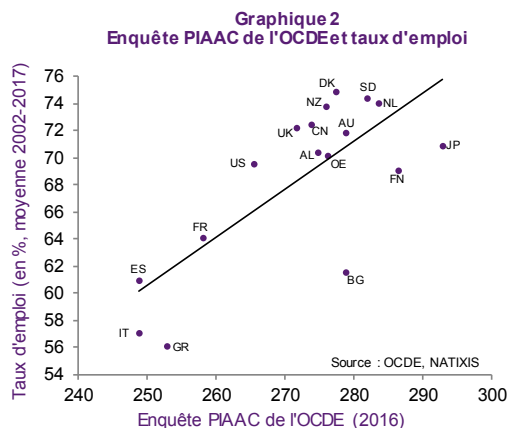
Cette faiblesse du taux d'emploi explique le **niveau élevé des inégalités de revenu avant redistribution en France (tableau 1)**.

Tableau 1 : Indice de Gini - Inégalités de revenu avant redistribution (échelle de 0 à 1)

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Espagne	Italie	Pays-Bas	Suède	Japon
2002	0,48	0,51	0,49	0,49	0,45	0,47	0,42	0,44	0,44
2003	0,48	0,51	0,49	0,49	0,45	0,47	0,43	0,44	0,44
2004	0,48	0,51	0,50	0,49	0,45	0,47	0,43	0,43	0,45
2005	0,49	0,51	0,50	0,49	0,45	0,47	0,43	0,43	0,46
2006	0,49	0,51	0,50	0,48	0,45	0,50	0,42	0,43	0,46
2007	0,49	0,52	0,50	0,48	0,45	0,49	0,43	0,43	0,47
2008	0,49	0,52	0,49	0,48	0,46	0,49	0,42	0,43	0,48
2009	0,50	0,54	0,50	0,49	0,49	0,49	0,42	0,44	0,49
2010	0,50	0,52	0,50	0,51	0,51	0,51	0,42	0,44	0,49
2011	0,51	0,52	0,51	0,51	0,51	0,51	0,42	0,44	0,49
2012	0,51	0,52	0,50	0,52	0,51	0,51	0,42	0,43	0,49
2013	0,51	0,53	0,51	0,50	0,52	0,52	0,44	0,43	0,49
2014	0,51	0,52	0,50	0,51	0,53	0,51	0,46	0,43	0,49
2015	0,51	0,52	0,50	0,52	0,53	0,51	0,46	0,43	-

Sources : OCDE, NATIXIS

La faiblesse du taux d'emploi peut d'abord être expliquée par la faiblesse des compétences de la population active en France, comme le montre la comparaison des pays de l'OCDE (graphique 2).



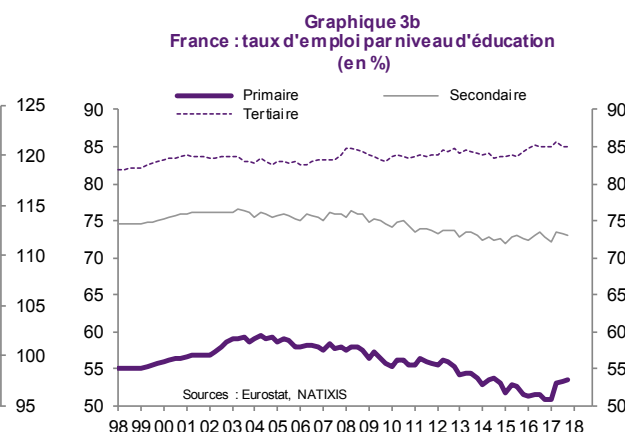
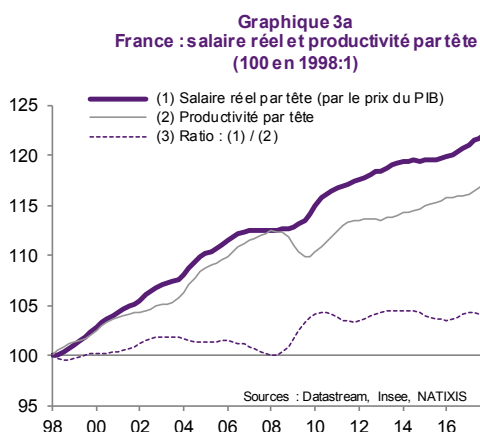
Mais la faiblesse du taux d'emploi en France peut aussi être expliquée par les politiques en faveur des « insiders ».

Politiques en faveur des insiders en France

Les insiders sont les personnes qui ont conservé leur emploi pendant les récessions. Si les politiques économiques et sociales favorisent les insiders, ceci peut se faire au détriment du retour à l'emploi des chômeurs, comme nous allons le voir dans le cas de la France.

Les politiques en faveur des insiders en France regroupent :

- 1- la déformation du partage des revenus en faveur des salariés (graphique 3a), qui conduit à des salaires élevés, par rapport à la productivité, pour les insiders, mais à une hausse du coût du travail qui réduit l'emploi, surtout pour les peu qualifiés (graphique 3b).



2- De même, et avec les mêmes conséquences, **un niveau élevé du salaire minimum (tableau 2).**

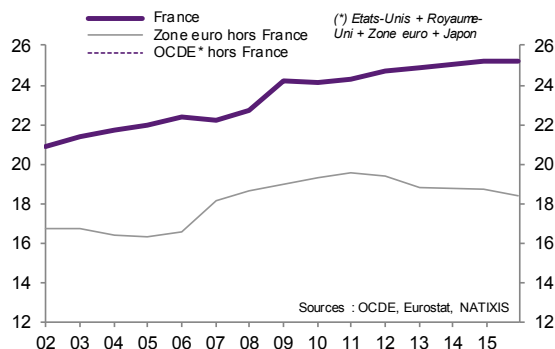
Tableau 2 : Salaire minimum (en proportion du salaire médian)

Année	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Espagne	Japon
2002	0,34	0,43	-	0,57	0,35	0,33
2003	0,33	0,42	-	0,58	0,35	0,33
2004	0,32	0,43	-	0,59	0,35	0,34
2005	0,32	0,45	-	0,60	0,37	0,33
2006	0,31	0,45	-	0,61	0,39	0,34
2007	0,31	0,47	-	0,61	0,39	0,34
2008	0,34	0,46	-	0,62	0,39	0,35
2009	0,37	0,46	-	0,62	0,39	0,36
2010	0,39	0,46	-	0,61	0,38	0,37
2011	0,38	0,47	-	0,61	0,38	0,38
2012	0,38	0,47	-	0,62	0,38	0,38
2013	0,37	0,47	-	0,61	0,38	0,39
2014	0,37	0,48	-	0,61	0,37	0,39
2015	0,36	0,49	0,48	0,61	0,37	0,39
2016	0,35	0,49	0,47	0,61	0,37	0,40

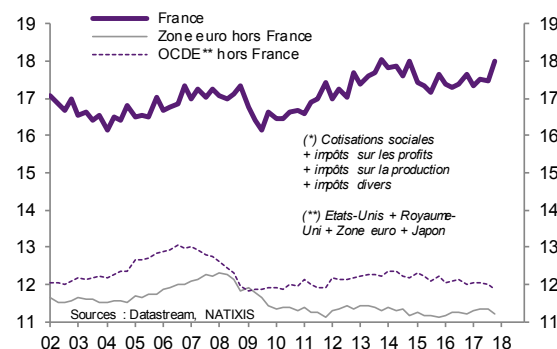
Source : OCDE, NATIXIS

3- La générosité de la protection sociale (graphique 4a), qui conduit à une **pression fiscale forte sur les entreprises françaises (graphique 4b)**, en particulier à des cotisations sociales des entreprises fortes (graphique 4c), ce qui réduit le taux d'emploi comme le montre la comparaison des pays de l'OCDE (graphique 5).

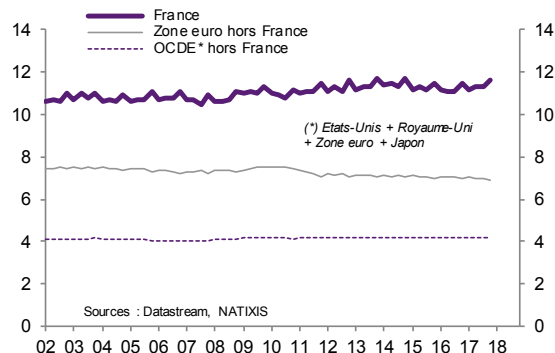
Graphique 4a
Dépenses publiques de santé + retraite + logement + famille (en % du PIB valeur)



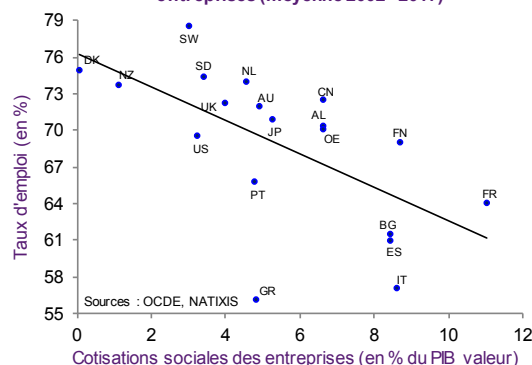
Graphique 4b
Impôts des entreprises* (en % du PIB valeur)



Graphique 4c
Cotisations sociales des entreprises (en % du PIB valeur)



Graphique 5
Taux d'emploi et cotisations sociales des entreprises (moyenne 2002 - 2017)



4- Faiblesse des dépenses de formation, de qualification, destinées aux chômeurs

Le **tableau 3** montre la **répartition des dépenses de formation professionnelle**.

Tableau 3 : Dépense des entreprises, des organismes collecteurs et du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) en 2015

	Montant des dépenses (en Mln d'euros)	Structure (en %)
Pour les dispositifs ciblés pour les jeunes	2 352	30,9
Pour les actifs occupés du secteur privé	4 448	58,4
Pour les personnes en recherche d'emploi	820	10,8
Total	7 620	100,0

Source : Dares

La formation professionnelle concerne surtout les salariés bien qualifiés des grands groupes (typiquement, les insiders) et peu les chômeurs.

Dans un pays où :

- les salaires de ceux qui ont conservé un emploi augmentent plus vite que la productivité,
- le salaire minimum est élevé ,
- les dépenses de protection sociales sont fortes, d'où une pression fiscale élevée sur les entreprises qui détruit de l'emploi ;
- la formation professionnelle profite aux salariés des grandes entreprises, et pas aux chômeurs,

les insiders (salariés qui ont conservé leur emploi malgré les récessions) **bénéficient de salaires élevés** (relativement à la productivité), **d'une protection sociale généreuse, de la formation professionnelle, tandis que le coût élevé du travail, le salaire minimum élevé, la pression fiscale élevée sur les entreprises et la faiblesse de la formation professionnelle pour les chômeurs réduisent le taux d'emploi.**

Synthèse : il faudra bien que les insiders acceptent de contribuer à la remontée du taux d'emploi en France

On l'a vu plus haut, la relative bonne situation des insiders (salariés ayant conservé leur emploi malgré les récessions) en France a comme contrepartie un taux d'emploi faible. Il faudra donc bien que les insiders acceptent une certaine dégradation de leur situation (salaires n'augmentant pas plus vite que la productivité, économies sur la protection sociale permettant de réduire la pression fiscale sur les entreprises, réallocation de la formation professionnelle vers les chômeurs) pour que le taux d'emploi augmente.